Cadre général de la LAA

- la performance économique et environnementale des filières agricoles et agroalimentaires

- la protection des terres agricoles et l'installation des jeunes agriculteurs

- l'alimentation et la performance sanitaire

- l'enseignement agricole et la recherche

- la forêt

- les agricultures ultramarines

Cadre général de la LAA

- **Des manques et insuffisances :**

  - la compétitivité/ l'organisation économique (interprofessions)

  - la gestion des risques

  - la définition de l'actif

  - la simplification réglementaire

- **Des avancées intéressantes qu'il s'agit de compléter**

  - sur l'installation des jeunes agriculteurs

  - sur la préservation du foncier agricole

Amendements chapitre I : Performance économique et environnementale des filières agricoles et agroalimentaires

- GIEE (à venir)

• La reconnaissance en tant que GIEE ne doit pas conférer une personnalité morale, seul compte le projet comme critère de sélection du groupement.

• Les GIEE doivent faire l'objet d'une mise en réseau, d'un suivi, d'un accompagnement et d'une capitalisation de leurs innovations par des organismes de développement engagés par les orientations du programme national de développement agricole et rural (PNDAR) ou par la conclusion d'un contrat d'objectifs.

• Les membres non agriculteurs d'un GIEE ne pourront pas revendiquer l'attribution d'aides publiques spécifiquement destinées aux exploitations agricoles

- Suppression de l'extension du **bail à clauses environnementales**

- Interprofessions : amendements à venir

Amendements Chapitre II : Protection des terres agricoles et installation (1/2)

- **Foncier**

- **CDCEA** : maintenir la suppression de l'avis conforme sur les terres AOP et introduire **un avis simple de la CDCEA** sur l'élaboration des PLU quand une réduction des surfaces agricoles y est envisagée, que les PLU s'intègrent dans des SCOT ou non.

- **Compensation agricole collective**. Créer une obligation de réaliser une **étude d'impact agricole** de tout projet ou document d'urbanisme ou d'aménagement pour préciser les mesures destinées à éviter, réduire et le cas échéant compenser les effets négatifs sur les espaces et exploitations agricoles

- **PAEN** : Extension aux EPCI de la faculté d'élaborer les périmètres de protection des espaces naturels périurbains **en concertation des chambres d'agriculture**. Un simple avis des chambres ne suffit pas.

- **Délai de consultation des Chambres d'agriculture** : harmoniser le **code de l'urbanisme et le code rural** (3 mois au lieu de 2 mois) pour faciliter l'expression des organisations agricoles sur les documents d'urbanisme ou d'aménagement.

Amendements Chapitre II : Protection des terres agricoles et installation (2/2)

- **Installation**

  - Définir **l'actif agricole** (amendement OPA pour reconnaître un statut d'agriculteur professionnel) et rendre obligatoire l'immatriculation des actifs au **Registre de l'agriculture**, déjà confié à la Chambre d'agriculture.

  - **Taxe sur le changement de destination des terres agricoles** : elle doit pouvoir contribuer au financement de l'Observatoire national de l'installation et de la transmission.

- **SAFER (2 Amendements APCA, FNSAFER)**

  - Permettre la **rétrocession séparée entre les terres et le bâti agricole** pour mieux conserver le foncier agricole et réorienter le bâti vers un autre usage.

  - Permettre à la **SAFER d'intervenir sur les terrains à vocation agricole**, même si ces terrains sont occupés illégalement (phénomènes de cabanisation), ont une couverture végétale, ou sont le support d'une occupation précaire sous quelle que forme que ce soit.

Amendements chapitre III: Alimentation et sanitaire

- **Alimentation : Amendements communs APCA, Coop de France, FNSEA et ANIA**

  - **Objectifs généraux de la politique de l'alimentation** : réintroduire un **ancrage territorial** au futur programme de l'alimentation (garantir ainsi un lien avec l'agriculture, les signes de qualité, les filières territorialisées).

  - **CNA** : le Conseil national de l'Alimentation doit rester l'instance phare de **l'élaboration et du suivi** du programme national de l'alimentation.

  - **Certification de conformité produit** : ce dispositif doit évoluer et pour ce faire doit être **« adapté ».**

Chapitre IV :
Enseignement et recherche

Pas d’amendement finalisé.

Amendements chapitre V : Forêt

- Prévoir un **comité réduit pour l'élaboration du PRFB** plutôt que la commission régionale forêt bois (une 30aine de participants !). Symétrie avec l'élaboration des PPRDF.

- Préciser **les acteurs** qui mettent en place le PRFB (qui représente l'amont de la filière) dont les chambres d'agriculture

- Préciser que le Fonds stratégique forêt-bois financera des actions **d'animation** auprès des propriétaires forestiers.

- **Garantir la reprise des actions des PPRDF** dans les Programmes régionaux de la forêt et du bois : doit être un volet obligatoire financé par le Fonds stratégique forêt bois dans l'attente de l'élaboration des PRFB.

- Proposer une **expérimentation de rapprochement des CRA et CRPF** dans quelques régions (amendement proposé par des régions).

Chapitre VI :
Agricultures ultra marines

Pas d’amendement

En synthèse

- GIEE
- Définition de l'actif agricole et inscription au registre de l'agriculture
- Participation de la taxe sur changement de destination des terres au financement de l'Observatoire installation-transmission
- Avis CDCEA pour l'élaboration des PLU
- Création de la compensation agricole collective
- Alimentation
- Forêt